

LES SYNDICATS AU PIED DU MUR

C'est la lutte finale...

Le monde syndical est sous pression. Fermetures d'entreprises en cascade, précarité de l'emploi, budgets d'austérité, tensions internes, gouvernement « suédoise » : les défis sont nombreux. Les relever constitue un enjeu de taille pour l'avenir du syndicalisme.



© FGTB

SYNDICATS.

Confrontés à l'individualisme de leurs affiliés, ils peinent à mobiliser pour les manifestations.

Pas facile la vie de syndicaliste aujourd'hui. Que l'on soit délégué, permanent ou responsable. « *On ne parvient plus à faire comprendre l'importance et la nécessité des syndicats, même auprès de nos affiliés* » explique une déléguée d'un magasin

Delhaize qui n'est pas menacé par la restructuration annoncée. Choquée, elle rappelle aussi le mépris affiché par le directeur général à l'égard des grévistes lorsqu'il a qualifié de « *vrais Delhaiziens* » les employés restés au travail dans le magasin de La Louvière.

CHACUN POUR SOI

D'autres pointent l'image négative du syndicalisme dans le grand public. En cause : les médias qui « *manquent d'objectivité et renvoient une mauvaise image de nos actions. Quand la radio annonce pour*

le lendemain une grève dans les transports en commun, on ne parle que des bouchons qui vont se produire sur les autoroutes et dans les villes. On dit qu'on empêche les gens de travailler et qu'on fragilise l'économie déjà en crise. On n'explique pas le pourquoi de notre action ni l'importance d'avoir un bon service public et des conditions de travail décentes. » Les délégués eux-mêmes se demandent s'il ne faudrait pas inventer d'autres modes d'action que les grèves qui engendrent le mécontentement général ou les manifestations pour lesquelles ils peinent à mobiliser.

De plus, leurs collègues de travail ne comprennent pas toujours la nécessité de se battre collectivement : « Il y en a qui nous rient au nez quand on va manifester ou qu'on va soutenir une grève dans une autre entreprise. Pour eux, nous allons nous promener ou cuire des saucisses sur un barbecue. » L'heure est à l'individualisme et à la défense de ses propres intérêts et de son pouvoir d'achat : « De plus en plus, si le travailleur nous interpelle comme déléguée, c'est pour régler son cas personnel ou pour faire valoir ses droits face à la direction. Point final. » La solidarité entre travailleurs en prend un coup.

LA PRÉCARITÉ AU PROGRAMME

Pour Raymonde Le Lepvrier, secrétaire régionale du syndicat socialiste SETca de Namur, la raison principale des difficultés que traversent aujourd'hui les organisations syndicales réside dans la précarité de l'emploi. « Au niveau politique, on ne crée plus que des effets d'aubaine pour les employeurs, explique-t-elle. C'est toujours au moins cher. Le temps plein à durée indéterminée est devenu comme l'eau dans le désert. Sauf pour des postes dans les nouvelles technologies ou pour des ingénieurs très bien formés. Ceux qui n'ont pas fait beaucoup d'études, les plus précaires, sont les plus exposés. » Difficile donc de fédérer des travailleurs qui sont en permanence suspendus à l'incertitude d'un emploi. « Garder son boulot est devenu primordial. Quand on voit la manière dont on considère les chômeurs et dont on leur fait la chasse au lieu de faire la chasse au chômage, on est prêt à tout accepter. »

À L'HEURE DU DUMPING ?

La concurrence se joue aussi au niveau européen. Par exemple, des sociétés

belges qui ont leurs activités en Belgique engagent des travailleurs de pays étrangers où les cotisations de sécurité sociale sont moins élevées. John Crombez, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude fiscale et sociale, a voulu s'opposer à cette forme de « dumping social ». Son plan a été recalé par la Commission européenne au nom de la « libre circulation des travailleurs » sur le continent. Impossible pour les syndicats de s'opposer aux délocalisations administratives de ces entreprises qui opèrent notamment dans le domaine des transports routiers. « S'il pouvait y avoir au niveau européen une politique fiscale et une politique du travail qui soient communes, commente la responsable du SETca, cette concurrence entre travailleurs européens s'annulerait. » Malheureusement, au sein de la Confédération Européenne des Syndicats, on n'est pas encore prêt à une position commune à ce sujet :

« Si les syndicats disparaissent, on retournera à l'exploitation des travailleurs et à l'esclavage. »

« Les pays du Sud comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et de temps en temps les Allemands rejoignent le point de vue. Mais du côté de l'Angleterre et des pays nordiques, c'est un refus systématique. On n'arrive même pas à organiser une journée de grève européenne. C'est du chacun pour soi. »

RETOUR AU XVIII^e SIÈCLE

À tout cela s'ajoutent encore les tensions internes qui secouent les organisations syndicales. La CSC reste sous le coup du traumatisme de la faillite de Dexia dont les conséquences financières pèsent très lourd. De l'aveu même de syndicalistes verts, la pression interne est forte et l'impact du syndicat dans la société s'en ressent. La défense des immigrés, des femmes et des chômeurs passe au second plan. De plus, la perspective d'un statut unique pour les ouvriers et les employés entraîne des tensions entre les centrales ouvrières et les centrales des employés. C'est le cas à la CSC ainsi qu'à la FGTB. « Jusqu'à présent, constate Raymonde Le Lepvrier, l'élaboration du statut unique employés-ouvriers se fait sur le dos des employés. Ceux-ci défendent une harmonisation vers le haut. Or, en matière de pécule de vacances par exemple, les employés

sont discriminés par rapport aux ouvriers. Mais il n'y a aucune solidarité des centrales ouvrières qui ne veulent pas de cette harmonisation, tant la haine de l'employé est forte, et tout particulièrement de la part de la centrale des métallos FGTB Wallonie-Bruxelles. On se croirait au XVIII^e siècle. Pour eux, la place des femmes dans les organisations syndicales et le rapprochement des statuts entre ouvriers et employés ne sont pas une priorité. » Le débat sur la succession récente d'Anne Demelenne comme secrétaire générale de la FGTB porte les traces de ces tensions.

RÉVEILLER LES CONSCIENCES

Reste encore un enjeu majeur devant lequel les syndicats se retrouvent : l'installation d'un gouvernement libéral en Flandre, de gouvernements de centre-gauche à Bruxelles et en Wallonie et un

gouvernement « suédois » au fédéral. Pour chacun de ces gouvernements, une même certitude : il y aura des coupes sombres dans les budgets des cinq années

à venir avec des conséquences sociales encore plus dramatiques pour ceux qui vivent déjà dans la précarité. Plusieurs associations tirent déjà la sonnette d'alarme. Les CPAS montent au créneau. Mais que vont faire les syndicats ? À peine installé, on prête au gouvernement fédéral l'intention de vouloir diminuer leur puissance et leur influence. Pourront-ils constituer un contre-pouvoir dans la société d'aujourd'hui comme ce fut le cas dans la société industrielle du siècle dernier ? Pourront-ils mobiliser militants, mais aussi d'autres citoyens sans lien avec le monde du travail ? La Concertation sociale entre partenaires sociaux a-t-elle encore un avenir ? Les questions et les défis sont nombreux mais les délégués rencontrés ne baissent pas les bras : « Mon grand-père et mon père étaient déjà syndicalistes. Je le suis aussi et je le resterai, même si cela me coûte. Les injustices me révoltent et nous avons des valeurs à défendre. » Et une autre d'ajouter : « Peut-être que ce qui va nous arriver réveillera les consciences endormies. Je l'espère. »